

Actualités économiques

Nigéria - Ghana

Semaine 38, du 14 au 20 septembre 2020

- Nigéria : la dette publique s'est établie à 85,9 Mds USD à la fin du premier semestre 2020 ; les flux de capitaux à destination du Nigéria ont chuté de 77,9% au deuxième trimestre 2020 ; le président Buhari a ordonné à la Banque Centrale (CBN) de suspendre l'accès aux devises pour les importations de produits alimentaires et d'engrais ; l'Afreximbank accorde un financement de 200 MUSD à Zenith Bank ;

- Ghana : l'économie s'est contractée de 3,2% au deuxième trimestre 2020 ; dégradation de la notation d'endettement du Ghana par S&P ; le gouvernement réduit la taxe sur les télécommunications.

Le chiffre de la semaine

13,2%

C'est le taux d'inflation enregistré au Nigéria au mois d'août 2020, marquant son douzième mois consécutif de hausse. L'inflation s'établissait à 11% en août 2019.

Source: Central Bank of Nigeria

Nigéria

La dette publique s'est établie à 85,9 Mds USD à la fin du premier semestre 2020.

[D'après les chiffres du Bureau de gestion de la dette nigérian \(DMO\), la dette publique a atteint 31 009 Mds NGN à fin juin 2020, soit l'équivalent de 85,9 Mds USD, contre 28 628 Mds NGN fin mars \(équivalent à 79,3 Mds USD\), enregistrant une hausse de 8,3% en un trimestre.](#) Cette augmentation s'explique principalement par l'obtention d'une aide d'urgence de 3,4 Mds USD du FMI pour permettre au Nigéria de faire face à la crise liée à la Covid-19 et à l'augmentation des emprunts domestiques pour permettre le financement du Budget 2020 révisé. La dette publique externe a continué sa progression et représente désormais 36,65% du total de dette publique, l'objectif du gouvernement étant d'atteindre un rapport de 60/40 entre la dette domestique et la dette externe. Le DMO anticipe une hausse supplémentaire de la dette à court terme, avec en particulier le décaissement attendu de 1,5 Md USD en provenance de la Banque mondiale. Pour rappel, d'après le FMI, la dette publique atteignait 29,1% du PIB en 2019 et devrait représenter 34,8% du PIB d'ici la fin 2020.

Les flux de capitaux à destination du Nigéria ont chuté de 77,9% au deuxième trimestre 2020.

[D'après les chiffres du Bureau national des statistiques \(NBS\), les flux de capitaux entrant au Nigéria ont atteint 1,29 Mds USD au deuxième trimestre de cette année, marquant une baisse de 77,9% par rapport au trimestre précédent et de 78,6% par rapport au même trimestre de l'année dernière.](#) Dans le détail, la catégorie des « autres investissements » constituée à 95% par des prêts, a représenté 761 MUSD, soit 58,8% du total, suivi des flux de portefeuille qui ont atteint 385,3 MUSD, soit 29,8% du total et des Investissements Directs Etrangers se fixant à 148,6 MUSD, soit 11,5% du total. La chute la plus sensible a été enregistrée par les flux de portefeuille qui ont reculé de 91%, entre le premier et le second trimestre de cette année (ils atteignaient alors 4,3 Mds USD). Le Royaume-Uni est le premier pourvoyeur de fonds et contribue à lui seul à près du tiers des flux entrant au Nigéria (428,8 MUSD), suivi par l'Afrique du Sud (149 MUSD et 11,5%) et par les Emirats arabes unis (145,1 MUSD et 11,2%). L'Etat de Lagos quant à lui demeure le premier bénéficiaire de ces flux, captant 1,13 Md USD, soit 87,3% du total, suivi du Territoire de la capitale fédérale, Abuja bénéficiant de 145 MUSD, soit 11,2% de l'ensemble.

Le président Buhari a ordonné à la Banque Centrale (CBN) de suspendre l'accès aux devises pour les importations de produits alimentaires et d'engrais.

[Le Gouvernement Fédéral souhaite interdire l'accès aux devises pour les importations de produits alimentaires et d'engrais.](#) Cette annonce s'inscrit dans la stratégie nationale visant à réduire les importations étrangères, en particulier des produits agricoles afin de stimuler la production et l'emploi agricoles locaux. [En juillet dernier, le maïs avait déjà été](#)

[ajouté à la liste des produits ayant un accès restreint aux devises, après les produits laitiers en février ou encore le riz et le textile.](#) Le Gouvernement souhaite ainsi économiser les réserves de change et limiter le déficit de la balance commerciale qui a atteint de 4,7 Mds USD en juin. Une telle restriction des devises pourraient accélérer l'inflation des denrées alimentaires, qui s'établissait à 15,5 % en juillet. Face aux pénuries locales, des dérogations pourraient être envisagées notamment pour le riz, dont 450 mille hectares (soit 25% de la récolte rizicole) ont été détruits dans l'Etat de Kebbi par des inondations. Cela a d'ailleurs déjà été le cas pour le maïs : 4 entreprises agroalimentaires locales sont aujourd'hui de nouveau autorisées à importer une quantité limitée de 262 mille tonnes de maïs.

L'Afreximbank accorde un financement de 200 MUSD à Zenith Bank.

[La Banque africaine d'import-export \(Afreximbank\) a accordé un financement de 200 MUSD à la banque nigériane Zenith Bank, dans le cadre de son programme PATIMFA \(Facilité d'atténuation de l'impact sur le commerce en cas de pandémie\).](#) Ce programme, créé en mars 2020 est une facilité de crédit à moyen terme de 3 ans, pour soutenir et stabiliser les ressources en devises des pays membres de l'Afreximbank, afin de soutenir les importations essentielles dans des conditions d'urgence. Ces fonds permettront ainsi à Zenith Bank de contribuer à la lutte contre la pandémie de Covid-19 en fournissant des financements commerciaux et des fonds en devises pour l'importation de matériel médical notamment. Pour rappel, Zenith Bank est la deuxième banque du pays en termes d'actifs avec 7 130 Mds NGN (15,5 Mds USD) en juin 2020. Par ailleurs, celle-ci s'était déjà vu accorder un prêt de 100 MUSD en juin dernier par la Société Financière Internationale, du groupe Banque mondiale, pour le soutien aux PME dont les flux de trésorerie avaient été perturbés ces derniers mois, dans leurs activités de commerce de produits essentiels, notamment celles dans les secteurs médical et pharmaceutique.

Ghana

L'économie s'est contractée de 3,2% au deuxième trimestre 2020.

[Le Ghana Statistical Service \(GSS\) indique que le PIB ghanéen s'est contracté de -3,2% au deuxième trimestre 2020, alors qu'il avait enregistré une croissance de 5,7% au même trimestre en 2019.](#) Corrigé des variations saisonnières, le recul de PIB ghanéen s'élèverait à -0,8%, pour une croissance corrigé des variations saisonnières de 1,2% au premier trimestre 2020. D'après le GSS, le secteur industriel est le principal moteur de cette chute : il enregistre une baisse d'activité de -5,7% sur la période. Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a connu la baisse la plus importante, -79,4% suite à la fermeture des frontières internationales et au confinement des deux plus grandes villes du pays pendant 3 semaines sur les mois de mars et avril. Malgré l'envolée des prix de l'or, l'activité du secteur minier décroît elle aussi de -5,6%. En revanche, le secteur de l'agriculture a enregistré une croissance de 2,5%, grâce notamment à la hausse des prix des denrées alimentaires suite à l'annonce du confinement. Hors secteur des hydrocarbures, le PIB ghanéen aurait décliné de -3,4%. Le Ghana n'avait plus connu de contraction trimestrielle de son économie depuis la crise de 2016. Le ministère des Finances du Ghana prévoyait dans le budget de mi-année une croissance de 0,9% pour l'année 2020.

Dégradation de la notation d'endettement du Ghana par S&P.

[Le 11 septembre, l'agence S&P a dégradé la notation de l'endettement du Ghana à long-terme, en devise étrangères ainsi qu'en cédi.](#) Cette notation passe ainsi de B avec une perspective stable à B- avec une perspective stable. A ce niveau, son endettement fait partie de la classe des actifs très spéculatifs, un rang au-dessus de la catégorie d'obligations dont le risque de défaut est substantiel. Sa notation à court-terme, en devises et en cédi, reste à B avec perspective stable. Cette décision est motivée par les difficultés budgétaires qu'entraîne la pandémie de COVID-19 alors que l'endettement public atteindrait 70% du PIB et que le service de la dette représenterait près de la moitié des recettes de l'Etat. Le ralentissement de l'activité devrait entraîner une diminution des recettes fiscales, déjà faibles, et creuser le déficit budgétaire à 13,5% du PIB. En réaction à cette annonce, le ministère des Finances a publié un communiqué de presse dans lequel il appelle au gel de nouvelles dégradations durant les pandémies similaires à celles de la Covid-19. Pour rappel, la notation du Ghana par Moody's est à B3, après la révision de sa perspective de positive à négative en avril 2020. [La notation par l'agence Fitch est à B avec perspective stable, mais l'institution a indiqué après l'annonce du budget de mi-année et l'augmentation de l'endettement que cette note pourrait être dégradée.](#)

Le gouvernement réduit la taxe sur les télécommunications.

[La réduction de la taxe sur les télécommunications \(CST\) de 9% à 5% a pris effet le 15 septembre.](#) Cette mesure annoncée lors de la présentation du budget de mi-année au Parlement vise à réduire le coût des télécommunications pour les consommateurs dans le cadre des mesures prises contre la crise. Le télétravail obligeant de plus en plus de professionnels à utiliser des services en lignes, le gouvernement estime que cette mesure permettra de soutenir le secteur du numérique et de l'entrepreneuriat. Le gouvernement appelle en outre les opérateurs du secteur, dont le sud-africain MTN, à réduire leurs tarifs. Cette taxe introduite en 2008 à 6%, avait été relevée en 2018 par le gouvernement pour améliorer le niveau de recettes fiscales du pays. L'autorité en charge de la collecte fiscale indique que les recettes permises par la CST au premier semestre 2020, à 604 MGHS (environ 90 M EUR), dépassent leur objectif de 63%.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](https://twitter.com/FR_Eco_Nigeria)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.
